

Proposition présentée par les députés:

MM. Thomas Büchi, Hervé Dessimoz

et Roger Beer

Date de dépôt: 18 septembre 2001

Messagerie

Proposition de motion pour l'enseignement du développement durable

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que 2002 sera l'année du 2^e sommet mondial du développement durable qui aura lieu en Afrique du Sud à Johannesburg ;
- que le Département fédéral des affaires étrangères, qui présidera le groupe de travail « EUROPA » en prévision du sommet de Johannesburg affirme que la Suisse veut franchir une étape supplémentaire après le sommet mondial de Rio ;
- que les avancées et les reculades des états signataires de l'Agenda 21 au sommet de Rio en 1992 donnent la mesure des difficultés de chacun à renoncer aux profits personnels immédiats alors que l'avenir de notre planète est en jeu ;
- que la préservation de la Terre a désormais déplacé le débat démocratique du niveau national au niveau planétaire ;
- qu'il est important de donner aux jeunes générations la possibilité d'être pleinement actives dans ce débat, ce combat pour demain,

invite le Conseil d'Etat

- à poursuivre son engagement à promouvoir l'Agenda 21 de Genève ;
- à mettre en scène notre agenda avec celui de Rio et prochainement celui issu des travaux du sommet de Johannesburg ;
- à élaborer un projet académique visant à introduire l'enseignement du développement durable comme une branche générale au niveau du gymnase et à instituer une chaire pour l'enseignement de cette problématique à l'université de Genève ;
- à jeter les fondements pour que Genève s'impose désormais comme la capitale mondiale du développement durable.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Face à des problèmes environnementaux préoccupants et à l'accroissement des inégalités entre les hommes, il faut imaginer un développement durable des sociétés qui satisfasse les besoins du présent sans compromettre les possibilités pour les générations futures de satisfaire les leurs.

Le développement durable est une voie nouvelle pour un développement des individus, des sociétés, des états, dans une solidarité renouvelée, au sein d'un environnement protégé ou régénéré, avec une économie mondiale à la fois préservée dans son dynamisme et attentive aux exigences sociales et environnementales nouvelles.

Souvent exploité, souvent galvaudé, le développement durable tient en trois mots-clé :

Globalité

Les questions de développement obligent à une prise de conscience du caractère unique et global de notre cadre de vie : la planète Terre.

De même, elles obligent à penser en termes de solidarité entre les hommes et les « peuples du monde ».

Diversité

La diversité des contextes et des situations de vie sur la planète impose une diversité des perspectives de développement. Comment les pays industrialisés peuvent-ils appuyer le développement sur de nouvelles bases ? Comment les autres pays peuvent-ils à leur tour se développer sans suivre le même modèle ?

Complexité

Le développement n'est durable que s'il prend en compte de façon équilibrée les 3 éléments fondamentaux interdépendants que sont : la protection de l'environnement, l'efficacité économique et la solidarité sociale.

Si les propos tenus ci-dessus peuvent apparaître génériques voire utopistes, la réalité n'en demeure pas moins d'une cruelle nécessité voire d'une criante urgence si l'on veut éviter que l'irréparable ne se produise au début de ce XXI^e siècle.

A Rio, en 1992, tous les pays de la planète ont signé un engagement irrévocable intitulé « Agenda 21 »

En 2001, force est de constater que ces postulats ont de la peine à trouver une concrétisation légale et réglementaire, sans compter le besoin de coordonner les actions nationales au plan international.

Même si certains pays méritent de bonnes notes et d'autres de moins bonnes, les conférences internationales du printemps dernier, l'attitude des plus grandes puissances du monde par rapport aux engagements de Rio, montre l'urgence d'une relance de la concertation et peut-être, au-delà, d'une plus grande vulgarisation de la thématique afin que chaque citoyen puisse se sentir concerné, puisse agir, puisse faire pression en faveur d'un développement durable de notre planète.

La Suisse ne s'est pas trompée et le conseiller fédéral Joseph Deiss a annoncé récemment que « la Suisse veut franchir une étape supplémentaire après le sommet mondial de Rio ». Le prochain sommet mondial du développement durable aura lieu en 2002, en Afrique du Sud et le chef du Département fédéral des affaires étrangères présidera le groupe de travail « Europa » en prévision du sommet de Johannesburg.

Selon Joseph Deiss, notre pays doit se montrer plus entreprenant et plus efficace qu'avant, en jouant un rôle plus actif. Dans cette optique, le Conseil fédéral propose de placer des champs de discussion précis au centre des débats internationaux, comme par exemple le développement durable dans les régions de montagne ou les ressources d'eau potable. Pour marquer son engagement total à la cause, le Conseil fédéral a financé avec les sponsors Lignum et Union Pétrolière Suisse, le pavillon intitulé « Palais de l'équilibre » à Expo.02, sur le site de Neuchâtel. Ce pavillon est celui qui aborde le plus directement le thème du développement durable.

Il s'agit là d'un premier pas visant à sensibiliser le plus grand nombre au caractère complexe de la thématique de développement durable.

Si nous voulons que les propos soient suivis des faits, il faut que le discours ne se confine pas seulement aux seuls spécialistes mais devienne

Dans cet esprit, il s'agit de promouvoir une politique de communication permanente mais surtout une véritable culture du développement durable.

Les motionnaires pensent que la meilleure promotion de cette culture viendra de l'enseignement au niveau du gymnase pour jeter les bases d'une réflexion globale et plus loin au niveau universitaire pour jeter les bases d'une réflexion plus scientifique

Genève, capitale internationale, doit montrer l'exemple !